
Silver Economie : Axione participe à une étude prospective sur l'Habitat Regroupé Adapté, connecté aux infrastructures publiques numériques

Téléchargez les documents liés à cette actualité :

[*Communiqué de Presse d'Axione-30sept2014*](#)

[*L'étude Habitat Regroupé Adapté \(Janvier 2013-Mai 2014\)*](#)

[*Le dossier de presse d'Autonom'lab de la journée du 30 sept. 2014*](#)

[*Le dossier de presse d'Axione Limousin du 30 sept. 2014*](#)



Quel avenir pour l'Habitat Regroupé Adapté

(HRA) ? Lors d'une journée événement qui a réuni le 30 septembre à Limoges de nombreux participants, Autonom'lab et ses partenaires

ont débattu sur le sujet en s'appuyant sur les résultats d'une étude collective régionale initiée en 2013.

Les partenaires et co-financeurs de ce projet, dont 7 Délégations de Service Public d'Axione* représentées par Axione Limousin, ont participé activement aux groupes d'étude et ateliers pour positionner les infrastructures et services numériques au cœur de la construction de la Silver Economie de demain.

Pistes de réflexion, retours d'expérience et propositions pour l'avenir sont présentés ici, démontrant que les RIP (Réseaux d'Initiative Publique) coproduisent les solutions innovantes et performantes de la e-santé.

() Axione Limousin (Limousin), 17 Numérique (Charente Maritime), Sartel (Sarthe), Nivertel (Nièvre), ADTIM (Ardèche et Drôme), LOTIM Télécom (Loire) et Melis@ (Maine-et-Loire).*

Une étude participative qui délivre analyses et préconisations pour de nouveaux modèles d'Habitats Regroupés Adaptés et connectés



En 2013, Autonom'lab, Living Lab et le pôle d'innovation en santé et autonomie des personnes, lancent une vaste étude collaborative en partenariat avec le CISS du Limousin et avec le soutien financier du Conseil régional du Limousin, l'Union Européenne, l'AG2R La mondiale, Axione Limousin (et 6 autres DSP d'Axione), la Caisse des Dépôts et Consignations, la Fondation Cémavie.

Recherches théoriques, documentaires et enquêtes alimentent cette étude dont l'originalité réside surtout dans sa démarche participative. En effet plus d'une vingtaine d'acteurs de terrain ont travaillé de façon concertée : collectivités territoriales, établissements, bailleurs sociaux, SAD, SSIAD,... associés à des étudiants de 6 filières (IAE, ENSIL, IRFSS, IESF, sociologie, sémiotique).

« Ces défis ne sont pas seulement médicaux, ils concernent notre société toute entière, sa façon d'appréhender le droit de vieillir en bonne santé le plus longtemps possible, dans un mode de vie choisi et adapté », souligne **Eric Correia, Président d'Autonom'lab.**

L'objectif de cette étude est double : dresser un état des lieux de l'offre existante en matière d'HRA et réfléchir à des propositions alternatives et des projets collaboratifs innovants qui répondent aux besoins des usagers.

Au terme de cette étude – réalisée de janvier 2013 à mai 2014 – un cahier des charges fonctionnel a été élaboré, prenant comme point d'entrée les valeurs attendues par les usagers (autonomie, diversité, partage, inclusion active et sécurité) et les grands types d'usages de l'habitat (habiter, rencontrer, utiliser et participer).

Réseaux numériques et offres de services : le passage obligé de tous les projets e-santé

Que l'on soit en milieu rural ou en milieu urbain, les facteurs clés de succès pour l'implantation d'un HRA avec un projet social et des services, sont pluriels. Grâce notamment aux travaux d'enquête menés sur 7 territoires où Axione opère un réseau public numérique, l'étude permet de mettre en exergue l'importance de ces réseaux et la nécessité de

connecter les HRA :

« Il est important de positionner le projet dans son territoire pour qu'il réponde à un double objectif : l'enjeu sociétal du vivre ensemble et un enjeu de développement économique. Des réponses possibles à ces objectifs sont dans le développement de services associés à l'HRA.

En effet, au-delà de l'aspect bâti et conception d'un HRA, le développement de services, répondant aux besoins du public cible mais également ouvert vers l'extérieur, permet de générer des flux d'échanges interne et externe. Pour cela, il est indispensable d'avoir accès à des infrastructures très haut débit numérique à géométrie variable. » (Etude HRA, p31).

« *Nous avons la chance en Limousin d'avoir su unir nos forces entre collectivités, recherche, entreprises et associations d'utilisateurs...* », souligne **Pierre Mérigaud, Directeur d'Autonom'lab**.

« Encourager les politiques de déploiement d'infrastructures de communication numériques donnant accès à des activités et des services adaptés et permettant aux opérateurs de proposer des offres tarifaires attractives pour les porteurs de projet HRA (cf. Loi sur la modernisation de l'économie du 4 août 2008). » (Etude HRA, p18).

Des HRA connectés

Services en ligne, objets connectés, sécurisation de l'habitat, conciergerie numérique, monitoring intelligent... Les nouvelles technologies influent sur les pratiques médicales et le rapport entre les soignants et leurs patients. D'où la nécessité d'infrastructures à très haut débit et de services numériques permettant la diffusion sécurisée des données, voix et vidéo.

« Le numérique permet d'aller au-delà d'une simple adaptation physique de l'habitat, il permet de faciliter la mutualisation des services, la coordination des acteurs, l'échange et le lien social. C'est aussi un moyen qui contribue à améliorer la sécurité des personnes en personnalisant l'accompagnement et les interventions éventuelles de professionnels.

L'HRA a tout à gagner à être connecté mais cela n'a de sens que si les solutions sont pensées en prenant en compte les usages de l'habitat et les valeurs des usagers. » (Etude HRA, p19).



« L'identification des usages, des services et des solutions techniques à concevoir pour répondre aux besoins d'un Habitat Regroupé Adapté (HRA), est indispensable sur notre territoire », explique **Frédéric Bordes, Directeur d'Axione Limousin**. « Les nouvelles solutions de HRA connectés ne peuvent se réaliser sans l'existence d'une infrastructure très haut débit neutre et ouverte à l'ensemble des usages pour proposer aux intégrateurs de cette filière des options adaptées, évolutives et pérennes. Ici résident l'objectif et l'engagement d'Axione, aux côtés des acteurs territoriaux de la santé, pour un déploiement concerté de la silver économie », ajoute-t-il.

Focus sur deux concepts de services

Dans le cadre de cette étude, plusieurs concepts de services ont été imaginés lors d'ateliers et développés jusqu'au business model. En voici deux exemples :

- La conciergerie physique et numérique : un outil qui permet des interactions fortes avec l'écosystème serviciel, un monitoring intelligent du HRA par une entité tiers. La conciergerie numérique est un lieu convivial pour les rencontres et l'organisation, facilitant l'accès aux informations à tous et la simplification des démarches aux différentes activités.
- L'accompagnement en santé : un outil de suivi des traitements sur la base d'un monitoring intelligent de l'observance avec un pilulier connecté qui fait le lien entre le patient et le secteur médical. Cela donne un gain d'autonomie au patient et une sécurisation dans la prise du traitement.

Axione Infrastructures et 7 territoires de RIP, impliqués dans l'étude dès la première heure

Dès le démarrage du projet, Axione Limousin a souhaité se positionner comme partenaire et co-financeur de l'étude, en collaboration avec six autres délégations de services publics filiales d'Axione Infrastructures : 17 Numérique (Charente Maritime), Sartel (Sarthe), Nivertel (Lozère), ADTIM (Ardèche et Drôme), LOTIM Télécom (Loire) et Melis@ (Maine et Loire).

« Depuis 2009 nous intervenons activement sur le secteur de la santé pour faciliter la mise en place sur nos territoires de Plans Régionaux de

Télémedecine avec les ARS, GCS, syndicats inter-hospitaliers, l'ASIP, les CHU/CH. Nous nous attachons à construire des partenariats avec les acteurs sur des usages transverses et innovants » explique **Eric Jammaron, directeur du pôle concessions d'Axione.**

« Cette étude démontre le rôle déterminant du numérique pour mieux « vivre ensemble » et faciliter le lien social. Les nouveaux réseaux publics très haut débit doivent être un levier pour l'émergence de services innovants destinés aux publics âgés et fragilisés. L'étude a mis en évidence des pistes d'action qui permettront aux partenaires dont nous faisons partie de passer aux travaux pratiques » ajoute-t-il.

Dans le Limousin, Axione participe également au développement de multiples usages dans le secteur de la santé. C'est le partenaire de l'Université de Limoges (Licence Pro Domotique, Master Auton'Hom-e, Chaire Prévention de la rupture de l'autonomie des personnes), du Pôle d'excellence rurale « Domotique et Santé–Odysée 2023 » et de LivInWell (Projet sur les défis technologiques et outils de TéléSanté en milieu rural).

Les RIP favorisent l'émergence de projets innovants d'e-santé mutualisés et collaboratifs

Actuellement plus de 400 établissements français dans le secteur de la santé utilisent les services numériques d'Axione : CHU/CH, établissements mutualistes, cliniques laboratoires, cabinets de radiologie/IRM, institut de cancérologie...

Des projets tels que ceux de la Loire font partie des plus aboutis avec par exemple la mise en place d'une plateforme (PACS) mutualisée d'échange de dossiers d'imagerie médicale. Mais pour accompagner les mutations des CHU, CH, EPHAD, établissements pénitentiaires, maisons médicalisées, d'autres projets sont en cours comme des PACS régionaux dans les Pays de la Loire et en Midi-Pyrénées, le raccordement des radiologues à Tours...

Impact économique et sociétal d'une Délégation de Service Public ; attractivité financière pour les collectivités, bailleurs, porteurs de projets des HRA, usagers finaux ; co-animation de projets innovants adaptés aux nouveaux usages en zones non denses ; catalogue de services public ouvert et évolutif, environnement compétitif stimulé, tarification attractive, pérennité des offres, choix des opérateurs télécoms ; accompagnement des collectivités pour l'introduction d'un nouveau modèle économique et social « solidaire »... Les RIP ont sans nul doute un rôle à

jouer auprès des collectivités et acteurs publics pour les accompagner dans la modernisation de leur territoire.

« Quelle France numérique pour 2020 ? » : un résumé du livre blanc de la FIRIP, proposé par le blog Adista



Adista, le 11 juin 2014 – Quelle France numérique pour 2020 ?, par Clémence M.

[...] C'est ce que le gouvernement a fixé comme objectif. Comment va-t-on y parvenir ? Avec quels moyens techniques, humains et financiers ? Quels sont les enjeux inhérents à notre vie quotidienne ? Quels impacts dans le monde de l'entreprise ? La FIRIP fait un état des lieux dans son livre blanc "Quelle France numérique pour 2020" et met en perspective, exemples à l'appui, les différents axes qui en découlent (services, usages, infrastructures, emploi, formation...).

Cet article résume le Livre Blanc, avec **une mise en évidence des sujets aménagement numérique du territoire, méthodologie, financement, création d'emplois, dynamisation de l'économie** ; et des enjeux comparés à l'électrification du territoire ou au développement du chemin de fer.[...]



[...] **Les enjeux des RIP**

Les RIP, qui ont justement vu le jour grâce à cet article L1425-1, "ont permis de créer des réseaux ouverts, de couvrir intégralement un territoire, de fournir un service THD généralisé à tous les acteurs, populations, entreprises, services publics d'un territoire." affirme Pierre-Michel Attali, Directeur de l'Unité Développement, Responsable du

pôle « Réseaux et Collectivités Locales », IDATE.

Mais qu'apporte concrètement le déploiement des RIP sur les territoires ?

Voici quelques points importants à retenir :

- Réduction des zones blanches
- Nouveaux services grâce au dégroupage ou aux réseaux fibre optique
- Tarifs attractifs pour les particuliers et les entreprises grâce à la mise en concurrence
- Dynamisation globale de l'économie avec l'implantation de nouvelles entreprises
- Génération d'emplois (on note un taux de chômage inférieur de 0,5 point sur les territoires "rippés") [...]

[...] **Quels investissements ?**

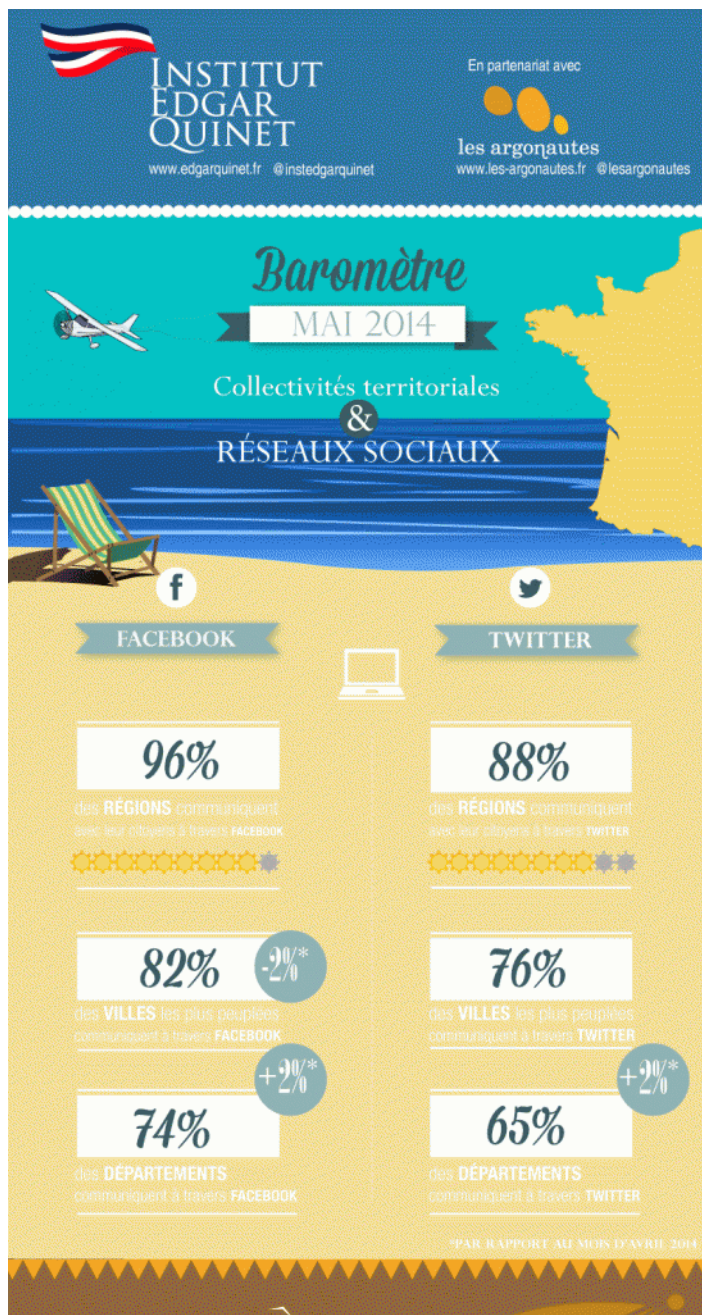
Le plan Très Haut Débit prévoit la mobilisation de 20 milliards € dans les 10 prochains années dont 3 milliard de subventions apportées par l'Etat pour soutenir les projets des collectivités territoriales. Du point de vue de Serge Bergamelli, Directeur général du CNED "En 10 ans, les collectivités se sont ainsi appropriées un sujet qui n'était pas dans leur domaine de compétences. Il faut souligner que l'initiative publique n'est pas une alternative à l'initiative privée mais un moyen de développer la concurrence, un effet levier : on injecte de l'argent pour que le privé puisse exploiter ces infrastructures. [...] On peut constater que l'initiative publique a en fait forcé les grands opérateurs à accélérer leurs propres investissements. Ils ont vu que s'ils ne répondaient pas aux DSP, ils allaient sortir du jeu." [...]

[Lire tout l'article ⇒](#)

Le baromètre E.Quinet de Mai 2014 analyse la présence des Collectivités Territoriales sur

Facebook et Twitter

[Lire tous les résultats en ligne ⇒](#)



Quelques chiffres extraits du baromètre :

» 96% des Régions communiquent avec leurs citoyens à travers Facebook et 88% à travers Twitter.

A noter que la Bretagne est n°1 des Régions qui communiquent sur Twitter (devant l'Ile-de-France et l'Auvergne).

Concernant Facebook, c'est l'Auvergne qui arrive en tête devant la

Picardie et Rhône-Alpes.

» 82% des Villes les plus peuplées communiquent avec leurs citoyens à travers Facebook et 76% à travers Twitter.

Paris arrive en tête des Villes tant sur Facebook que sur Twitter.

» 74% des Départements communiquent avec leurs citoyens à travers Facebook et 65% à travers Twitter.

Le Bas-Rhin arrive en tête sur Facebook devant la Haute-Savoie et le Var. Les Alpes Maritimes sont en tête sur Twitter, devant la Loire Atlantique et la Seine Maritime.

L'ARCEP : les résultats de l'observatoire du marché du haut et très haut débit fixe

Communiqué du 28 mai 2014 – L'ARCEP publie aujourd'hui les résultats de son observatoire du marché des communications électroniques (marchés de gros et de détail – services fixes à haut et très haut débit) en France, pour le 1er trimestre 2014.



Une croissance soutenue des déploiements et des abonnements.

Marché de détail : fin mars 2014, on comptait 2,2 millions d'abonnements à internet au très haut débit (+30% en un an) dont 640 000 via les offres en fibre optique de bout en bout (+69% en un an).

● Au cours du premier trimestre 2014, le nombre d'abonnements au très haut débit (débit maximum descendant supérieur ou égal à 30 Mbit/s) a progressé de 155 000 pour atteindre plus de 2,2 millions, soit 505 000 abonnements supplémentaires en un an (+30%). Au sein du total des abonnements à très haut débit, le nombre d'abonnements en fibre optique

de bout en bout (640 000 accès fin mars 2014) s'est accru de 69% en un an, soit +260 000 abonnements. Les 2,2 millions d'abonnements incluent ceux des accès en VDSL2 bénéficiant effectivement d'un débit supérieur ou égal à 30 Mbit/s, technologie utilisée par les opérateurs depuis le 1er octobre 2013.

- Le nombre d'abonnements au haut débit, c'est-à-dire ceux dont le débit maximum descendant est inférieur à 30 Mbit/s, s'élève à 23,0 millions (+140 000 en un trimestre).
- Au total, le nombre d'abonnements au haut et très haut débit fixes atteint 25,2 millions à la fin du premier trimestre 2014, en croissance de 295 000 en un trimestre et de un million en un an.
- Pour la première fois, le taux d'abonnement (1) au très haut débit via une offre FttH atteint 20% et le taux d'abonnement à une offre à très haut débit toutes technologies confondues est supérieur à 19%.

Marchés de gros : au 31 mars 2014, 11,4 millions de logements (+ 28% en un an) étaient éligibles au très haut débit, dont 3,2 millions via des offres FttH (+ 36% en un an)...

[Lire la suite et tout le communiqué =>](#)

Etude Markess : Quels usages numériques mobiles et ubiquitaires dans la ville de demain ?



BLOG ADMINISTRATION NUMÉRIQUE

Quels usages numériques mobiles et ubiquitaires dans la ville de demain ?
Article paru sur blog.administrationnumerique.markess (Mai 2014).

Boostées par l'engouement du grand public à l'égard de nouveaux usages

numériques avec les réseaux sociaux, l'information en temps réel, les applications et contenus en ligne... et par l'appropriation massive des terminaux mobiles, les collectivités locales sont appelées à innover pour tenir compte des attentes de cette nouvelle génération d'utilisateurs.

[Lire la suite =>](#)



International interviendra sur le thème "DSI ATAWADAC" lors du 24ème congrès du Coter Club qui se déroulera à Saint-Etienne le 4 juin 2013.

[Téléchargez un extrait de la présentation de l'intervention au Congrès du Coter Club =>](#)